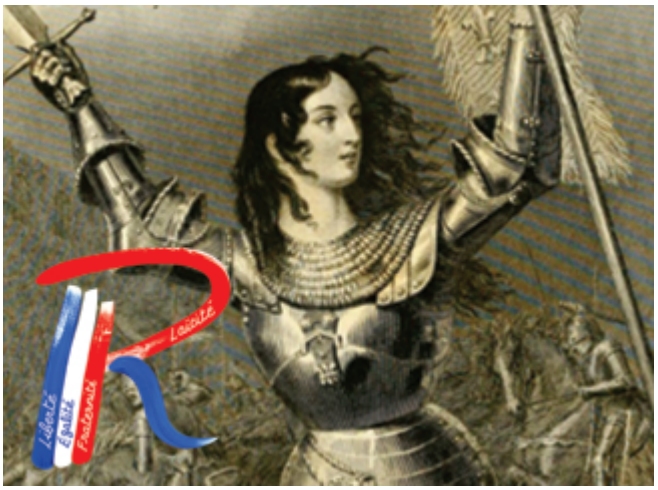
Valls considère que critiquer l'islam c'est s'attaquer à la République

écrit par Christine Tasin | 14 juillet 2012



C'est une véritable déclaration de guerre aux laïques et aux républicains de ce pays que Manuel Valls a prononcée le 6 juillet dernier à Cergy. A lire ci-dessous, on y découvrira, entre autres énormités, cette phrase capitale qui est le signal d'un devoir de désobéissance, d'un devoir de Résistance : « *Toute attaque contre une religion, contre un de ses fidèles ou un de ses lieux de culte est une attaque délibérée contre la République et ses valeurs.* « . Manuel Valls, d'une seule phrase, du fait du

prince, a aboli une de nos plus chères libertés, celle de critiquer les religions, celle du blasphème. Eric Raoult en rêvait, Valls l'a fait : la religion EST la République, la République EST la religion. Le gouvernement Hollande-Ayrault-Valls n'a plus, à mes yeux, aucune légitimité, il trahit la France et sa constitution, il s'agit, ni plus ni moins d'un crime contre l'Etat.

Je vous laisse découvrir ci-dessous l'ensemble de ce texte infâme, j'y ai simplement ajouté quelques commentaires entre parenthèses en police plus grande que celle du discours de Valls et en bleu.

Inauguration de la Grande Mosquée de Cergy

Vendredi 6 juillet 2012

Allocution de Manuel VALLS, ministre de l'Intérieur

Seul le prononcé fait foi

Mesdames, Messieurs, chers amis,

Le moment qui nous rassemble, aujourd'hui, dans ce lieu, remarquable réussite architecturale, est

important à un double titre. L'inauguration de cette Grande mosquée marque, en effet, l'histoire de la ville de Cergy. Plus largement, en s'inscrivant à la suite d'autres inaugurations de mosquées, elle contribue à marquer l'histoire de notre pays. Ce que nous faisons aujourd'hui, ici, n'est pas un acte anodin.

(C'est le moins que l'on puisse dire et il le sait parfaitement. Au-delà de la trahison de la loi de 1905 qui interdit à un ministre de la République de reconnaître un culte et donc d'inaugurer une mosquée, Valls, dans la continuité d'un Fillon, piétine non seulement la loi mais installe symboliquement l'islam comme religion officielle de notre pays et nous interdit de le critiquer.)

Elever un bâtiment, l'inscrire de manière magistrale dans notre paysage est une action lourde de sens. Une mosquée, quand elle s'érige dans la ville, dit une chose simple : l'Islam a toute sa place en France. Jean NOUVEL a pu définir l'architecture comme la « *pétrification d'un moment de culture* ».

(Effectivement élever une mosquée, signe de la présence en France d'un système totalitaire aux antipodes de nos valeurs,

est lourd de sens, et qu'un ministre de la République applaudisse et encourage ce symbole du renoncement à la liberté d'expression et à l'égalité homme-femme est inexcusable).

Effectivement, il faut voir dans l'intégration harmonieuse de mosquées dans notre cadre de vie commun, une expression de ce qu'est notre culture commune. Les projets architecturaux réussis savent généralement combiner l'usage et le symbole, la fonctionnalité et l'esthétisme. Il y a dans cette belle mosquée à la fois de l'espace, des repères cultuels et une forme de simplicité. Tout cela en fait un projet architectural réussi ; un projet architectural de notre temps. Et je veux en profiter pour saluer son architecte, monsieur Jimmy Skalli. Trop souvent, les nouveaux lieux de culte s'implantent à la marge, à distance, loin du centre, loin des moyens de transport. Ici, rien de cela : la mosquée est construite dans la continuité de la ville, en lien direct avec elle. La géographie du lieu, son insertion dans la cité sont, à eux seuls, des symboles. Rien n'est fortuit : si la mosquée se trouve à cet emplacement, c'est parce qu'un travail de dialogue a été mené, en amont, entre la municipalité et les associations porteuses de ce beau projet. Et je salue le rôle de Dominique Lefebvre, votre Député.

(A-t-on consulté l'ensemble des citoyens de la ville ou seulement les associations musulmanes ? Le vivre ensemble pour Manuel Valls c'est la suprématie de l'islam et des musulmans sur la notion de bien commun et d'intérêt général.)

Concrétiser une intention de cette ampleur demande d'unir des aspirations individuelles autour d'un dessein collectif. Ce projet est donc, en premier lieu, une belle aventure humaine qui a impliqué dix associations représentatives de la diversité de Cergy. Dix associations qui ont démontré qu'il était possible de passer outre les intérêts particuliers pour faire primer l'intérêt commun. Dix associations qui ont ainsi pu, en se fédérant, devenir un interlocuteur représentatif pour la ville. Et cela est fondamental pour les élus, pour le vivre ensemble !

Etre parmi vous, en ce vendredi de prière, est pour moi un grand honneur. L'occasion m'est donnée de délivrer, à travers vous, en tant que ministre de l'Intérieur, et de ce fait en charge des cultes, un message à l'endroit des musulmans de France.

Ce message sera en tout point identique à celui que la République adresse à toutes les religions,

car elle les regarde avec la même bienveillance et leur ouvre les mêmes bras. Elle leur donne les mêmes droits ; elle impose aussi les mêmes devoirs.

(On s'en étouffe. Il ferait beau voir que les catholiques demandent ou plutôt imposent comme le font les musulmans le respect de leurs pratiques religieuses ! Il ferait beau voir que les catholiques imposent qu'il y ait systématiquement du poisson dans les cantines le vendredi. Il ferait beau voir que les catholiques demandent un jour de congé pour suivre le chemin de croix du vendredi saint. Il ferait beau voir que les catholiques s'absentent de leur travail 5 fois par jour pour prier et demandent des lieux de prières sur leurs lieux de travail…)

Les Français et les citoyens d'autres pays qui vivent sur notre sol, qu'ils soient musulmans, catholiques, protestants, juifs, hindouistes ou bouddhistes ont fait l'un des choix les plus intimes qui puissent être : celui de croire. Il a la même valeur, la même légitimité, et mérite les mêmes égards, que le choix de ne pas croire. Croire, c'est donner des réponses à des questions pour lesquelles la République n'a pas à se prononcer. Elle reconnaît les parcours spirituels

de chacun comme des quêtes ô combien respectables vers une élévation personnelle. Le message que porte l'Islam – j'en suis convaincu – se nourrit à la fois de tolérance, d'altérité et de solidarité. Ce message est à l'unisson des grandes religions monothéistes qui, au fil des siècles, se sont enracinées dans notre pays. L'Islam d'aujourd'hui – et quel beau défi pour la France ! – est l'héritier de celui qui, pendant plusieurs siècles, à Cordoue, fut un accélérateur de connaissances, de culture et d'acceptation mutuelle. Il est aussi l'héritier de l'Islam qui, il y a près de 10 siècles, a fait de Tombouctou un centre intellectuel majeur. Tombouctou, victime aujourd'hui des pires fanatismes, des pires dérives et de l'inculture la plus violente. Nous devons refuser toutes ces manifestations de l'obscurantisme, là-bas, ici, partout. L'Islam, dans sa dimension universelle, est un élément constitutif, à part entière, de ce qu'est la France d'aujourd'hui. Et au nom du président de la république, je suis venu le dire ici, parmi vous, et j'entends donner à ce propos toute la force qui convient.

(La liberté de croire ou ne pas croire n'a rien à voir avec la liberté d'imposer en France un système totalitaire qui voile et enferme les femmes et qui professe que les musulmans sont

supérieurs aux autres. On s'amusera ou plutôt on s'indignera de l'exemple de Tombouctou. 2 milliards de croyants, 1500 ans passés à conquérir et envahir et le seul bienfait que l'on puisse reconnaître à l'islam, le seul lieu exemplaire serait Tombouctou… Sinistre bilan. Encore plus sinistre quand on voit ce qu'est le Mali aujourd'hui, et les méfaits qu'y produit l'islamisme, pur produit de l'islam… Faut-il rire ou pleurer de l'inculture de notre Ministre de l'Intérieur ?)

Je veux, dans un même mouvement, condamner tous les clichés, toutes les petites phrases, que l'on entend, ou que l'on tolère, et qui visent les musulmans. Des clichés alimentés, d'ailleurs, par certains responsables politiques, irrespectueux, irresponsables ou ignorants de ce qu'est l'Islam de France. Je suis le ministre des cultes. En étant présent aujourd'hui, j'ai voulu témoigner de mon respect et du respect de la nation toute entière envers votre religion, vos convictions, vos croyances. Elles sont votre liberté, et cette liberté sera garantie et protégée. «*Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la Loi*», tel est le

texte de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, qui fonde, depuis plus de 200 ans, cette liberté et notre pacte républicain. C'est cela que chacun doit respecter ! Votre mosquée en est la plus belle illustration. Les pouvoirs publics doivent se préoccuper des conditions de l'organisation d'un culte, parce qu'il s'agit là d'une liberté fondamentale. Et je dirai même qu'au-delà, c'est l'intérêt de la communauté nationale de veiller à ce que des lieux de culte de qualité puissent servir au partage harmonieux d'une foi. Il s'agit d'un sujet qui concerne la vie de la cité au sens large, il s'agit d'un sujet politique, au sens premier du terme. Les musulmans qui se trouvent en France aspirent légitimement à pratiquer leur religion. Il leur faut pour cela, des lieux dignes.

(Menteur. Non, la nation tout entière ne respecte pas l'islam – parce que l'islam ne respecte pas la nation – elle ne le tolère même plus, comme le sondage du Monde en janvier 2011 l'a prouvé.)

Les rues ne peuvent pas être l'espace que la République consent à des fidèles pour la prière !

(Ben voyons, les prières de rues, ce serait la faute de la République… Personne n'a jamais obligé quiconque à

prier dans la rue. L'islam permet la prière chez soi. Et si nous sommes favorables à des salles de prières, nous sommes opposés à des mosquées qui sont des casernes, des mairies, des écoles et des lieux d'endoctrinement de fanatiques qui veulent détruire la France au nom d'une lecture littérale de l'islam et qui imposent par la menace et la surveillance pointilleuse à leurs coreligionnaires une application stricte et sévère de la charia.)

La France est un creuset. Au fil des siècles, les apports successifs ont fait ce qu'est notre pays, aujourd'hui, avec ses paysages, ses villes, ses villages, ses églises, ses temples, ses synagogues et puis, avec le temps, ses mosquées. Un principe a garanti son unité : la laïcité. Cette laïcité a une histoire longue, mais aussi douloureuse. Elle est le produit d'un compromis qui a consisté à tirer un trait catégorique entre ce qui relève de la sphère publique et ce qui relève de l'intimité spirituelle de chacun. Encore une fois, la République n'a pas à se prononcer sur le fait de croire ou de ne pas croire. Elle laisse à chacun cette liberté. Elle impose, toutefois, à tous, de se retrouver dans un même idéal de citoyenneté qui

implique le respect des lois. C'est ce qui fait la singularité et la force de la France. Et ce qui fait que son message est universel. La laïcité n'est pas l'expression d'une ignorance, d'une indifférence, pire d'une hostilité vis-à-vis de la religion. Elle dit simplement que la religion n'a pas d'emprise sur la société, qu'elle n'a pas d'emprise sur l'Etat qui doit rester neutre. Je pense tout particulièrement aux agents publics, à tous ceux qui concourent activement au service public. Ils ont l'obligation d'être neutres et de taire leur préférence ou leur croyance lorsqu'ils sont dans l'exercice de leurs fonctions. C'est à ce prix que l'on fera vivre ce principe de laïcité, et c'est aussi ce qui rend crédible la capacité de l'Etat à garantir la liberté de culte.

(Le roi du Maroc lui-même l'a dit et redit. L'islam est incompatible avec la laïcité).

Dans mes fonctions j'entends défendre avec fermeté la laïcité. La laïcité protège. Elle protège, d'abord, l'école. Elle est, de manière générale, la condition de notre vie en collectivité. Elle est aussi le principe qui garantit l'égalité entre les femmes et les hommes, partout, et aussi dans nos quartiers. J'entends également défendre ceux qui sont stigmatisés en raison d'une quelconque appartenance. Jamais personne ne doit être

critiqué, menacé ou agressé pour ses croyances ou ses pratiques religieuses. Toute attaque contre une religion, contre un de ses fidèles ou un de ses lieux de culte est une attaque délibérée contre la République et ses valeurs. Elle nécessite, en retour, une réponse déterminée des pouvoirs publics. Et je n'accepterai pas les dégradations de nos mosquées, de nos synagogues, de nos lieux de culte. A ce titre, les actes antisémites que connaît notre pays réclament une mobilisation. Une mobilisation de l'Etat : j'ai renouvelé des instructions de vigilance et de fermeté, hier, à l'ensemble des préfets. Mobilisation, plus généralement, de toute la société (professeurs, familles, associations,…) car c'est aussi par la pédagogie et le dialogue que l'on pourra résolument venir à bout de ce mal qu'est l'antisémitisme. Il est une offense faite à la France, à son histoire et à ses valeurs. La lutte contre l'antisémitisme est l'affaire de tous. Elle doit mobiliser chacun. Et je veux, à ce titre, vous remercier, Monsieur Mohammed Moussaoui, pour vos déclarations d'hier…

(Paroles, paroles… Tous les actes démentent ces voeux pieux, ces paroles creuses. La réalité dément ces voeux pieux, ces paroles creuses. On remarquera sans plaisir que le mot église aurait arraché la bouche de Valls, remplacé avec

le temple protestant par « lieux de culte »… Comment mieux dire quelles sont les priorités de notre gouvernement ? Comment mieux dire sa considération pour notre héritage et notre histoire ? Quant à l'égalité hommes-femmes, on en voit les effets à Nancy !)

Mesdames et Messieurs, la sécurité des croyants dans leurs pratiques religieuses sera notamment un impératif lors du Ramadan qui débute prochainement. Je veux vous assurer que toute l'attention des services de l'Etat sera portée à la tranquillité des fidèles pour qu'ils vivent pleinement ce moment important du calendrier religieux.

Les grands principes de liberté de conscience et de laïcité ont fait notre République. La défense de ces grands principes ne doit cependant pas nous faire passer à côté des problèmes concrets, des problèmes de tous les jours, de ces problèmes qui demandent du bon sens, de l'apaisement et de l'expertise. Ce sont des sujets difficiles, qui posent des questions juridiques, et bien souvent sociales.

J'entends désormais avoir sur ces sujets – ce qui va changer avec ce que nous avons connu ces dix dernières années -, un regard apaisé, dépassionné, serein.

J’ai eu l’occasion de m’en entretenir avec les représentants de l’Islam de France : je souhaite que le dialogue avec les cultes soit empreint de ce même apaisement plutôt que d’emportements et de passions. Trop souvent, l’Islam a été instrumentalisé, trop souvent son nom a été prononcé pour véhiculer une suspicion, de la défiance, du mépris. Le résultat est toujours le même ! La polémique, à court terme, et la discorde de manière plus diffuse et plus pernicieuse, dans nos villes, dans nos quartiers. En faisant cela, on ne fait pas avancer la France. Pourtant, les questions ne manquent pas. Elles doivent être traitées, avec méthode, avec pragmatisme, en prenant le temps de la réflexion et du débat. Les questions sont complexes, elles posent des problèmes juridiques et financiers. La formation de nos imams en est une. Il faut s’assurer que tous ceux qui s’adressent aux fidèles – et ils sont nombreux – ont une connaissance réelle et partagent les valeurs fondamentales du pays dans lequel ils s’expriment. Il est paradoxal que, dans une assemblée de fidèles, celui qui dirige la prière soit parfois celui qui a le moins d’ancienneté sur le territoire national, le moins de liens avec notre pays.

Je souhaite, de la même manière, pouvoir aborder les questions soulevées par l’abattage rituel, ou les aumôneries pénitentiaires, en lien avec le

ministère de la Justice. Pour cela, j'appelle les responsables du culte musulman à prendre la mesure des défis qui se posent à nous. Les divisions, les égoïsmes, la concurrence ne peuvent pas différer plus longtemps le dialogue indispensable qui doit s'ouvrir sur les sujets cultuels. Un cadre existe ; il est sans doute imparfait. Il mérite peut-être d'évoluer. Il doit être dédié uniquement aux questions liées au culte. Je ne veux pas que soient confondus les questions d'immigration, d'intégration, et les questions liées aux cultes. Mais je ne souhaite pas attendre un accord qui ne vient pas pour entamer ce dialogue. Chacun doit s'en saisir : le CFCM, les intellectuels, la jeunesse… Chacun doit prendre sa place dans l'Islam de France. Le moment venu, très prochainement, je saisirai les instances représentatives des dossiers que je souhaite voir avancer.

(Bref, les accommodements déraisonnables vont se multiplier, et l'imam va faire la loi chez nous.)

Mesdames, Messieurs,

Cette Grande mosquée de Cergy est une belle illustration de ce qui doit se passer dans notre pays. Des associations, qui se retrouvent dans un intérêt commun, font la promotion du dialogue et parce qu'elles décident de travailler, ensemble, aboutissent à un résultat qui bénéficie au plus

grand nombre. Il appartient aux Français qui pratiquent l'Islam de prendre pleinement leur destin en main. La République sera toujours là pour les aider dans le rôle qui est le sien. La République sera toujours là, à leurs côtés, pour lutter contre ceux qui, par leurs actions, leurs paroles, dénaturent et abîment le message de l'Islam dont ils prétendent, par ailleurs, avoir le monopole. Il n'y a pas de place en France pour les groupements radicaux et pour leurs prédicateurs qui veulent importer la haine et la division. Et je compte, ici aussi, sur vous tous, sur votre soutien.

La République, enfin, sera toujours aux côtés de celles et ceux, souvent seuls, qui, avec courage, tentent de se soustraire aux intégrismes, aux fausses coutumes, aux pratiques rétrogrades qui emprisonnent l'individu. Elle entend d'ailleurs être particulièrement attentive au strict respect des droits des femmes.

La République garantit aux religions d'évoluer dans la prospérité et la sérénité. Elle attend, en retour, que les religions aspirent à ce que la France soit, elle-même, prospère et sereine.

Je ne peux trouver plus beaux mots pour traduire cette osmose que ceux que je veux ici prononcer : vive la république, vive la France !

(Monsieur Valls, je ne vous permets pas

de salir ces mots qui ne vous appartiennent plus, France et République.)

Christine Tasin